

- NUMÉRO 2 - SEPTEMBRE 2002 -

Femmes & développement durable en Méditerranée

BULLETIN DE LIAISON DU RESEAU Femmes et Développement Durable en Méditerranée
Centre Méditerranéen de l'Environnement - 41 cours Jean Jaurès 84000 Avignon - Tél. 04 90 27 08 61 - FAX 04 90 86 82 19



© Nora Chbani

Edito

Deux années et demie se sont écoulées depuis le lancement à Marrakech en avril 2000 du programme Femmes et Développement Durable en Méditerranée. Nous sommes quasiment à mi-temps de l'échéance de notre programme que nous envisageons fin 2003. Il nous semble aujourd'hui possible d'avoir une vision sur ce que pourrait être Femmes et Développement Durable en Méditerranée, arrivé au terme de la première phase de notre projet mais aussi sur l'avenir de notre réseau. Car il s'agit bien aujourd'hui d'un réseau transméditerranéen qui est né entre femmes du Maghreb et de Provence.

Les pionniers du début, en définitive un duo entre le CME et l'AEFE à Marrakech ont su impulser une vraie dynamique de coordination multilatérale. Désormais FDDM, ce sont une cinquantaine d'associations partenaires réparties dans les trois pays du

Maghreb et en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et organisées localement en plate-formes locales d'initiatives associatives des femmes :

- Au Maroc, quatre plate-formes ont été contractualisées à Marrakech ville, Marrakech rural, Ouarzazate, Tanger et deux projets sont à l'étude sur Meknès et Casablanca,
- En Tunisie, une plate-forme sur l'oasis de Kebili et un projet en cours d'étude à Tunis,
- En Algérie, une plate-forme contractualisée à Blida et un projet probable dans l'oasis de Beni Abbes,
- En France, le GRAIFF et ses relais locaux sont partie prenante dans FDDM.

Nous sommes donc arrivés à un niveau où un réseau peut fonctionner en terme d'échange d'expériences et d'enrichissements mutuels entre animatrices associatives. Après une phase de construction et d'appui à des initiatives locales, c'est donc une phase d'animation qui s'ouvre à nous : échanges d'informations, échanges de responsables associatives, échanges de politiques et de méthodes, échanges de formatrices, construction d'un projet collectif pérenne visant à conforter le rôle des femmes dans le développement, en donnant une valeur ajoutée collective à nos initiatives locales.

Il nous faut aujourd'hui proposer une forme d'organisation concertée pour l'avenir : créons ensemble «Femmes pour le développement en Méditerranée», une ONG réunissant des initiatives des deux rives, pour être plus forts ensemble.

A vous lire sur cette idée... ■

Sommaire

Editopage 1

Le séminaire de Marseille :
Janvier 2002.

Bilan des projet en cours.....page 2

Le séminaire de Marseille :
Janvier 2002.

Les nouveaux projets.....page 3

Le séminaire de Marseille :
Janvier 2002.

Echanges entre les deux rives..page 3

Interview :

Khadija Salahpage 4

Femmes et Développement Durable en Méditerranée
Coordination : Centre Méditerranéen de l'Environnement
41 cours Jean Jaurès - 84000 Avignon - France
Tél : 04 90 27 08 61 - Fax : 04 90 86 82 19
Email : cme@cme-cpie84.org
Site web : www.cme-cpie84.org

Samira CHIBANI
AFDD Tunisie

Fatima JALDOU-ORSATELLI
Femmes à l'honneur Orange

Jean-Baptiste LANASPEZE
CME Avignon

Nassima LOUNES
TOUIZA Algérie

Zakia MRINI
AEFE Maroc

Pascale REDER
CME Avignon

Le séminaire de Marseille - Janvier 2002



© Pascale Reder

Le deuxième séminaire du réseau qui s'est tenu les 11 et 12 janvier 2002 à Marseille était un séminaire de bilan et d'évaluation à mi-parcours du programme «Femmes et Développement Durable en Méditerranée» lancé à Marrakech en avril 2000.

Il a réuni au Conseil Régional de Provence Alpes Côte-d'Azur les trois premiers groupes locaux d'initiative de femmes dont les projets sont en cours, ainsi que quatre nouvelles associations maghrébines venues présenter quatre nouveaux projets. Il a également permis la rencontre avec de nombreuses associations de femmes de la Région PACA.

Son objectif était donc triple :

- Réaliser avec les associations partenaires un premier bilan sur l'avancement et la méthode des projets en cours. Chaque association, avec ses moyens spécifiques et sa maturité propre, a fait état devant les autres associations des premiers résultats et éventuellement des difficultés rencontrées.

- Evaluer la pertinence des nouveaux projets présentés, auxquels la bourse a déjà été accordée, ou auxquels elle pourrait l'être sur les années 2 et 3 du programme.

- Organiser la première rencontre entre les acteurs associatifs du Maghreb et ceux de la région PACA, c'est-à-dire poser la première pierre du réseau «Femmes et Développement Durable en Méditerranée».

Le bilan des projets en cours (année 1)

Association Ennakhil pour la Femme et l'Enfant (AEFE), Marrakech Tensift, Maroc.

Projet présenté par Zakia Mrini

Le projet coordonné par AEFE concerne la zone rurale du Tensift El-Houaz, un cercle de 100 km autour de Marrakech, une des régions les plus pauvres du Maroc. Depuis le séminaire de Marrakech, AEFE a successivement mis en place :

- un «tour du Tensift el-Haouz» : visite hebdomadaire des différents sites de travail associatif de la zone, qui a débouché sur la constitution d'une banque de données pour chacun d'entre eux,
 - une semaine de formation des représentants associatifs sur le montage et la réalisation des projets : application pratique avec la constitution d'ateliers et le montage de projets,
 - l'étude et la préparation d'un «projet-pilote» sur le Plateau de Kik, dont l'objet est de dégager, par la valorisation du tourisme rural, des revenus complémentaires pour les femmes,
 - l'accompagnement pour le cadrage et la mise en forme de 36 projets prioritaires pour chacune des zones rurales concernées,
 - des tables-rondes d'information sur les micro-crédits, la fabrication de tapis, la culture de plantes médicinales, l'élevage de poules et l'apiculture.
- Pour les femmes rurales, l'impact moral provoqué par la rencontre de

partenaires associatifs féminins a été inestimable. Pour les associations rurales partenaires, cette démarche a permis une ouverture du champ d'analyse et de réflexion, une meilleure intégration des femmes dans le réseau associatif et le développement de l'inter-associativité. Pour l'AEFE, quant à elle, elle a étendu le champ de son action vers des territoires et des problèmes nouveaux, le développement rural tout spécialement.

Association Ennour et Irfane Marrakech (AEIM), Marrakech ville.

Projet présenté par Nora Chbani

Après la constitution d'un réseau d'associations sur un quartier défavorisé de Marrakech, l'AEIM a mis en place 5 sessions de formation qui ont réuni les associations partenaires (avril 2001, octobre 2001, novembre 2001, décembre 2001, janvier 2002). Ces sessions ont permis de réaliser un diagnostic au moyen de «fiches projets». Une grande partie des intervenants étant masculine, il a fallu instaurer un dialogue et faire entendre la problématique du programme.

Après un an de travail et mobilisation, deux projets pilotes ont été ainsi conçus en équipe : l'un concerne la santé reproductive, l'autre, l'environnement urbain. La perspective de créer, fin 2002, un centre d'accueil et d'information pour les femmes, est également à l'étude.

Dans la mesure où l'alphabétisation, la formation théorique ne suffisent pas aux femmes pour leur permettre de

monter et de réaliser des projets, un travail d'équipe s'avère nécessaire et davantage fructueux.

Association Touiza-Développement, Blida, Algérie.

Projet présenté par Nassima Lounes et Mohammed Kandriche

Le projet porté par Touiza en coopération avec l'association Lala N'Fissa pour la promotion de la femme rurale, consiste en la mise en place d'un programme de sensibilisation et formation à destination des femmes rurales de la zone de Blida (à 50 km d'Alger), afin d'améliorer leur cadre de vie, et notamment leurs ressources. L'action comporte deux volets : la formation à la vie associative et au projet associatif d'une part, l'aide à la mise en place d'une coopérative de fromagerie d'autre part.

L'année 2001 a été une année de cadrage de projet et mobilisation des acteurs sur le terrain. Le problème concret de la zone est l'amélioration des conditions de vie par l'augmentation des sources de revenus, ainsi que la limitation de l'exode rural lié aux difficultés politiques de la zone. Un projet de banque de données d'associations est en cours. Le programme de formation aura lieu tout au long de l'année 2002.

L'intérêt du CME pour ce projet plus complexe se manifeste par la volonté de fournir à Touiza et ses partenaires, une aide à la formation pour une bonne liaison entre l'économique et le social, en particulier par une meilleure intégration de la dynamique propre des bénéficiaires, c'est-à-dire des femmes de la zone. ■

Les nouveaux projets (années 2 et 3)

Association Femmes pour un Développement Durable (FDD) Kébili, Tunisie.

Projet présenté par Kamel Essaigheri et Khadouja Mellouli

L'action de l'association tunisienne Femmes pour un Développement Durable qui intervient sur tout le territoire consiste principalement en l'attribution de micro-crédits en zones rurales. Son objectif est triple, de fixer les populations rurales, de favoriser la condition économique et sociale de la femme rurale, enfin de favoriser la conservation des ressources naturelles.

La région de Kébili située dans le sud tunisien est une zone d'exode depuis dix ans. Comme beaucoup de zones du sud tunisien, elle est en train de s'ensabler. Il s'agit donc tout d'abord avec le programme que souhaite mettre en place FDD de diminuer l'exode rural ainsi que de lutter contre la désertification, ceci en apportant à un groupe de femmes agricultrices un appui en sensibilisation et formation à des techniques agricoles et des modes de gestion des ressources adaptés et durables.

Association DARNA, Tanger, Maroc.

Projet présenté par Salima Ben Moussa

Pour DARNA, Centre culturel d'initiatives citoyennes de Tanger, qui travaillait jusqu'à présent principalement avec les enfants des rues, le projet d'une «Maison communautaire de la Femme» consiste à travailler en amont avec les mères de ces enfants, pour la plupart seules et analphabètes.

La Maison communautaire de la Femme qui a été ouverte cette année, offrira aux femmes de Tanger un ensemble de consultations (médicales, juridiques, psychologiques), des ateliers manuels et d'expression corporelle, des cours d'alphabétisation, une antenne micro-crédits, un restaurant, une garderie. Lieu de rencontre, de formulation des besoins, d'échange de savoir-faire, la Maison de la Femme sera aussi un lieu d'accueil de projets, un carrefour d'initiatives. La mise en place d'une dynamique interassociative est donc une condition nécessaire de réalisation de la Maison des Femmes, et l'un de ses enjeux prioritaires.

L'objectif de DARNA à moyen terme est la constitution d'un comité de pilotage de la Maison, noyau dur d'une organisation distincte de DARNA.

Association Jossour/Forum des Femmes Marocaines, section Meknès.

Projet présenté par Jamila El Kilani

L'association intervient auprès des femmes de Meknès principalement par l'organisation de cours d'alphabétisation depuis 1998 dans des quartiers bidonvilles et par un travail de proximité et

de plaidoyer. Elle souhaite prolonger ce travail par la mise en place de cycles de formation permettant l'acquisition de savoir-faire. Suite à plusieurs projets sans suite (cuniculture, broderie), un nouveau projet de cours d'art culinaire, a été proposé, et refondu selon les critères du programme «Femmes et Développement Durable en Méditerranée».

Les deux problèmes principaux qui se posent désormais sont la détermination des besoins et des désirs des femmes d'une part, et la rationalité économique d'autre part.

Action Féminine pour le Développement Durable (AFDD), Tunis.

Projet présenté par Samira Chibani

L'association créée en 1995 mobilise principalement de hauts cadres féminins afin de soutenir des actions de développement dans les domaines économique, social et culturel.

Le projet cible deux groupes de femmes dans la zone de Sidi Hassine en banlieue de Tunis : les «Berbechas» (fouilleuses de déchets ménagers) d'une part, et des femmes au chômage d'autre part. L'association souhaite proposer un programme de formation aux femmes Berbechas au métier du recyclage (une usine de recyclage est dans la zone), ainsi qu'une information dans les domaines de l'hygiène et de la gestion, de façon à mettre un terme à la double exploitation des maris et intermédiaires.

L'association propose également, en réponse au chômage, une formation pour l'installation et l'entretien d'espaces verts. Est prévue la constitution d'un groupe de travail avec des représentants des différentes structures et institutions intervenant sur la zone, de façon à réaliser un diagnostic qui permette de faire émerger précisément les problèmes et besoins des femmes.

Association OXYGENE, Ouarzazate, Maroc.

Projet présenté

par Jean-Baptiste Lanaspèze

L'association, créée début 2000, a pour but de renforcer les capacités économiques, juridiques, sociales et culturelles des femmes en difficulté dans la province de Ouarzazate. Elle est partenaire d'un projet du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

Dans le cadre du projet «Femmes et Développement Durable en Méditerranée», elle souhaite développer la mise en place d'un réseau associatif d'initiatives innovantes répondant aux besoins des femmes tout en promouvant leur participation à la société civile. A partir d'un diagnostic participatif, il est prévu de mettre en place un espace de rencontre et dialogue entre associations et acteurs, de développer un programme d'information et de sensibilisation des partenaires institutionnels, de déterminer des projets communs innovants, de mettre en place des programmes de soutien et formation.

Association de Réflexion, d'Echanges et d'Actions pour l'Environnement et le Développement (AREA-ED), Algérie.

Projet présenté par Pascale Reder

L'objectif d'AREA-ED est de développer un réseau de citoyens comme cadre de réflexion et d'échange sur les problèmes de développement durable, notamment pour combattre la désertification et protéger les ressources naturelles.

Sur l'oasis de Beni Abbes située à 250 km au sud de Bechar, AREA-ED souhaite promouvoir avec l'association locale Tighira et d'autres partenaires une dynamique locale pour le recensement des besoins des femmes, leur information et formation et la mise en place de projets de développement dans les domaines de l'écotourisme, la préservation de la biodiversité et l'artisanat.

Echanges entre les deux rives

Femmes et développement local en Europe - Exposé de Catherine de Borchgrave, Association Européenne pour l'Information sur le Développement Local, Bruxelles.

M^{me} Catherine de Borchgrave a présenté le programme européen LEADER (Liaison Entre Actions de Développement de L'Economie Rurale), programme pilote de l'Union Européenne de développement rural depuis 92, coordonné par l'AEIDL. Elle a communiqué des pistes de réflexion sur la façon dont on pouvait valoriser et adapter l'expérience du programme européen LEADER sur la thématique Femmes et développement rural dans un contexte euro-mé-

diterranéen. Pour LEADER, le territoire est au centre d'une approche globale concertée et participative, et Femmes et Développement Durable souhaite fonctionner également de cette manière. Les liaisons entre groupes de femmes LEADER et groupes de femmes FDDM sont à rechercher.

Les associations de femmes en région PACA - Exposé de Jeanne Mazel, présidente du GRAIFF, Groupement Régional pour l'Action et l'Information des Femmes et des Familles, Marseille.

M^{me} Jeanne Mazel a présenté le GRAIFF aux partenaires maghrébines du réseau FDDM. L'objectif du GRAIFF, créé en 1975, est

suite page suivante

d'élaborer et de mettre en œuvre une politique féminine en région PACA, en travaillant étroitement avec le conseil régional, les conseils généraux, les communes et les associations désireuses d'engager des actions en faveur des femmes et des familles. Aujourd'hui le GRAIFF compte 60 associations membres. Le GRAIFF vient de consacrer dans sa gazette un numéro spécial «Femmes du Maroc» avec des partenaires à Oujda.

La condition de la femme au Maroc ; un exemple d'initiative associative

Exposé de Zakia Mrini, présidente d'AEFE, Association Ennakhil pour la Femme et l'Enfant, Marrakech.

M^{me} Zakia Mrini a présenté la situation de la femme au Maroc, puis l'action de l'association. L'accent a été mis sur le décalage entre le rôle réel de la femme et son statut dans la société. Tout

d'abord, le Code du Statut Personnel pose et définit une inégalité homme/femme. Cette première violence juridique s'accompagne de nombreuses violences sociales, depuis la violence conjugale jusqu'au harcèlement sexuel ; de nombreuses petites filles domestiques travaillent sans protection légale. Sur le plan économique, le travail non formel et l'exploitation des proches, en empêchant l'intégration des femmes au marché, entravent leur reconnaissance sociale. Sur le plan politique, cette inégalité est également visible, bien qu'il y ait depuis trois ans un ministère de la Femme au Maroc, il n'y a qu'une seule femme ministre et seulement trois femmes sur les 525 parlementaires.

L'action entreprise par l'AEFE pour tenter d'améliorer la situation se décline en cinq domaines : alphabétisation, initia-

tion professionnelle, accompagnement juridique et psychologique (centre d'écoute), programme de sensibilisation santé, soutien aux enfants.

La mise en relation des deux rives

Les interventions de la matinée ont permis aux associations de la région PACA et aux partenaires maghrébines de se rencontrer dans le débat et la discussion de thèmes. Les idées essentielles qui ont émergé sont les suivantes :

- Nécessité de concilier développement économique et identité culturelle.
- Nécessité d'un partenariat entre les femmes du sud et du nord pour vaincre les résistances internes notamment dans les pays du sud.
- Nécessité de valoriser les spécificités et acquis des ONG au Maghreb et l'importance primordiale de l'action associative.
- Reconnaissance des problèmes communs des associations de femmes des deux rives : le problème du temps à dégager, celui des réseaux à mettre en place, le problème de violence enfin. Mais tandis qu'au Maghreb, les questions de développement sont prioritaires, ce sont les questions de parité qui dominent l'action associative en région PACA. ■

Interview : Khadija SALAH



© Pascale Reder

Khadija Salah est ingénieur agronome et gère depuis 1998 une petite exploitation agricole de 6 hectares à Rejim-Maatoug, oasis de 120 familles, située à 110 km de Kébili et 50 km de la frontière algérienne dans le désert tunisien.

D'où es-tu et d'où vient ta famille ?

Je suis de Kébili, je suis née à la maison. J'ai 38 ans. Mon père est ouvrier retraité du Ministère de l'Équipement. Nous sommes onze dans la famille, cinq filles, quatre garçons et mes parents. Mes parents se sont battus pour que leurs neuf enfants fassent des études et, en ce qui me concerne, je me suis orientée vers des études d'agronomie, j'ai eu mon diplôme d'ingénieur agronome en 1988.

Pourquoi es-tu revenue à Kébili ?

Je ne pensais pas rester dans le nord, trop attachée à ma région, c'est un rêve d'enfance d'être ingénieur agricole, de rendre le désert «vert» !

Comment as-tu rencontré l'association «Femmes pour le Développement Durable» et pourquoi as-tu souhaité t'investir dans l'association ?

Lors d'une réunion qui s'est déroulée à Kébili, j'ai rencontré la présidente de la section de Kébili qui m'a proposé de rejoindre le groupe, je connais cette

personne depuis 1988. Avant j'étais très active, je faisais du sport, et j'avais envie de m'engager dans une action associative.

Comment peux-tu concilier activité professionnelle et militante ?

C'est une volonté personnelle, je suis motivée par la situation et le contexte, je ne pensais pas pouvoir réaliser mon rêve. J'ai travaillé pendant cinq ans dans un hôtel comme jardinière et ne me sentant pas libre et n'appréciant pas l'autorité, j'ai eu le désir de devenir indépendante et revivre dans le sud ; passionnée par les expérimentations agricoles, j'ai pu développer cette petite exploitation. Je peux en vivre grâce aussi à la solidarité familiale.

Quels sont les problèmes des femmes dans cette région ? Les femmes en Tunisie sont-elles indépendantes ? Penses-tu que la situation de la femme s'améliore ou régresse ?

A Kébili, cela s'est beaucoup amélioré. On constate un très grand écart entre 1986 et 2000. Les femmes à Kébili-ville sont bien éduquées mais elles ont des difficultés dans les zones retirées. Il y a une reconnaissance évidente de la femme, concernant par exemple l'amélioration sanitaire, les conditions de vie, l'accès à la formation et au travail, il y a un plus grand nombre de femmes cadres par exemple. De ce fait il y a aussi aujourd'hui un encombrement de rôles, les femmes s'occupent de la famille, font le ménage, travaillent à l'extérieur.

A quoi rêverais-tu comme aboutissement du projet «FDDM» ?

J'espère qu'un vrai tissu associatif pourra se créer. Ici, dans le sud, il y a un terrain favorable. Je souhaite promouvoir le partenariat associatif. ■

Bilan et conclusions du séminaire

1 Le séminaire a permis de mettre en évidence la volonté de développer un réseau de partenariat entre associations des deux rives.

2 La parution régulière de bulletins d'informations alimentés par les différents membres du réseau, permettra une liaison continue et une réflexion commune.

3 Des programmes d'échange par bourses vont être mis en place, permettant de nourrir concrètement et d'enrichir l'existence du réseau «Femmes et Développement Durable en Méditerranée».

4 Enfin, un séminaire prochain sera organisé sur le thème de l'ingénierie associative.